

Projet du Centenaire de l'OIT

Cycle de séminaires sur les crises

BIT, Genève

Titre: L'adaptation de l'Organisation Economique et Financière de la SDN face aux crises des années 1920 et 1930

Auteur: Yann Decorzant, maître-assistant (Université de Genève)

Date: 10 février 2010

Présentation orale ne pas citer SVP!

Introduction

Dans le contexte de la crise actuelle, le rôle des organisations et des institutions économiques internationales (Fond monétaire international, Banque Mondiale, Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation mondiale du commerce) est souvent mis en avant dans les débats. Parfois critiquées, elles sont le plus souvent proposées comme des solutions pour restaurer le système économique et le réguler. Dans le cadre de ce séminaire, il me semble intéressant de vous proposer un exemple tiré de l'histoire, qui vous permettra de voir comment une institution économique internationale s'est créée et adaptée face à des chocs exogènes dans une période plus ancienne. En effet, à défaut de permettre d'éviter les erreurs passées, l'histoire ne se répétant jamais à l'identique, la connaissance des expériences passées permet de prendre du recul sur l'actualité et de donner aux praticiens contemporains une perception différente du présent.

C'est dans cette perspective que j'ai conçu cette intervention sur les réactions de l'organisation économique et financière de la Société des Nations (SDN) face aux crises des

années 1920 et 1930. Trois lignes directrices principales vont la guider: l'impact des événements historiques (la guerre, les crises,...), le rôle des acteurs, et l'évolution de la pensée économique. Je commencerai par vous expliquer comment s'est mise en place l'Organisation Economique et Financière de la SDN au sortir du premier conflit mondial, puis vous montrerai comment les experts qui l'ont animée ont évolué dans leur vision de l'économie et dans la perception de leur rôle suite à un choc comme celui de la crise de 1929.

L'OEF en quelques mots:

Pour bien comprendre les origines de l'Organisation Economique et Financière (OEF) de la Société des Nations, il est nécessaire de revenir à la première guerre mondiale. C'est pendant cette période que s'enclenche le mouvement qui va amener à sa création. Durant le conflit, pour la première fois dans la plupart des pays belligérants, les administrations étatiques sont obligées de prendre la direction des secteurs stratégiques et de contrôler l'économie privée. La guerre induit donc une refonte profonde des économies intérieures. L'optimisation des économies nationales constitue une base importante, néanmoins, pour qu'elle puisse être stratégiquement efficiente entre pays alliés, elle doit s'accompagner d'une coordination internationale. Des accords de coopération s'avèrent donc nécessaires pour optimiser l'utilisation des ressources de chacun et assurer un accès équitable à tous. Dès 1914, les gouvernements Alliés mettent donc en place des organismes internationaux consacrés à la coopération économique et financière qui supplantent le pouvoir décisionnel des administrations nationales. Pour la première fois, on voit apparaître des organismes internationaux qui s'imposent sur la souveraineté nationale dans ces domaines. Au sein des organismes interalliés, qui sont basés à Londres, des individus travaillant pour des administrations nationales différentes, comme par exemple le Français Jean Monnet ou le Britannique Arthur Salter, apprennent à se connaître, à travailler ensemble et à s'apprécier. De leur expérience de la guerre, certains vont dès lors se forger la conviction qu'il peut être utile de perpétuer en temps de paix la collaboration économique et financière qu'ils ont entreprise durant la guerre. Cependant, avec la démobilisation militaire, les gouvernements, particulièrement américains et britanniques, ne veulent plus entendre parler de coopération économique et financière.

Toutefois, à la fin de l'année 1919, la situation économique et financière de l'Europe perturbée par quatre ans de conflit, tarde à revenir à la normale, et au contraire, se détériore. Dans ce contexte, en réaction à la crise, une initiative du secteur privé va venir relancer la dynamique coopérative débutée pendant la guerre par le "groupe de Londres". Après deux rencontres à Amsterdam durant l'automne 1919, des banquiers et des économistes de plusieurs nations européennes, dont l'anglais John Maynard Keynes et le Suédois Gustave Cassel, associés à quelques Américains, se mobilisent pour inciter les gouvernements des grandes nations à coordonner leurs efforts pour gérer les problèmes financiers internationaux. Ils rédigent un mémorandum qu'ils font signer à des personnalités reconnues des sphères financières, académiques et diplomatiques, dans lequel ils demandent que les Etats se réunissent rapidement dans une grande conférence afin de coordonner leurs efforts. Après plusieurs mois d'efforts, le comité d'organisation de la SDN, dans lequel on retrouve Jean Monnet maintenant secrétaire général adjoint et Arthur Salter qui dirige la section économique et financière du secrétariat, arrive à convaincre tous les Etats de participer à cette grande conférence. Elle s'ouvre finalement le 24 septembre 1920 à Bruxelles et réunit quatre-vingt-six délégués représentant trente-neuf pays différents. Elle se termine par la rédaction de plusieurs recommandations dont une qui insiste sur la nécessité de créer un organisme international permanent de coopération économique et financière au sein de la SDN. Or, dans un climat financier perturbé, alors que le climat social européen est particulièrement tendu et que la peur d'une contagion communiste hante les gouvernements, une telle proposition peut difficilement être ignorée, tant par la SDN que par les élites dirigeantes.

Dès lors, au sein de la SDN, on met tout en œuvre pour parvenir à répondre à cette requête et, au début novembre 1920, la première assemblée générale de la SDN entérine la création d'un nouvel organisme dédié à cette question. D'abord appelée "Commission économique et financière provisoire", la nouvelle institution spécialisée se compose d'un Comité économique et d'un Comité financier. Tous deux sont formés d'une douzaine d'experts travaillant à temps partiel pour la SDN. Elle comprend, en outre, la section économique et financière du Secrétariat général qui regroupe aussi bien des administratifs, que des universitaires ou des diplomates. Parmi ceux-ci, comme je vous l'ai dit, on retrouve Arthur Salter, mais on trouve aussi le jeune suédois Per Jacobson qui travaillera par la suite à la Banque des règlements internationaux (BRI), puis deviendra dans les années 1950

directeur du Fond monétaire international (FMI). Au niveau institutionnel, après trois ans de fonctionnement, la pérennité de l'organisme est assurée et on ne s'y référera plus qu'en parlant de l'Organisation économique et financière.

Sur le plan pratique, l'OEF se distingue rapidement en menant à bien, entre autres, la restauration financière de l'Autriche et de la Hongrie. Mais les experts de l'OEF ne vont pas se limiter aux questions pratiques de reconstruction d'après guerre. Ils mènent également de nombreuses études théoriques sur des sujets aussi divers que la double imposition, l'évasion fiscale, la question des monopoles ou encore les questions de concurrence déloyale. Si l'OEF devait initialement se limiter à n'être qu'un organe de conseil auprès du Conseil et de l'Assemblée, dans les faits, les experts qui la composent vont progressivement œuvrer pour la rendre de plus en plus indépendante. Les experts ne veulent pas devoir rendre compte de leurs moindres faits et gestes, et ils s'appliquent à démontrer l'importance de leur autonomie en termes d'efficacité technique – argument classique pour l'entre-deux-guerres, période durant laquelle la technocratisation s'affirme dans la plupart des domaines.

La vision économique de l'OEF des années 1920 aux années 1930

Les années 1920

Au début des années 1920, comme vous l'avez compris, les membres des deux comités de l'OEF se penchent beaucoup sur les problèmes provoqués par la crise d'après-guerre. Néanmoins, en étudiant leurs sujets de recherches, on peut déjà se faire une première idée de leur vision de l'économie. Or, ce qui ressort clairement de cet inventaire c'est la priorité que ces experts donne à la lutte contre l'inflation, au rétablissement d'un système monétaire stable et à faire tomber les barrières douanières érigées pendant la guerre. Que ce soit lors de la Conférence de Bruxelles en 1920 ou dans les travaux des comités au début des années 1920, on retrouve presque toujours ces grandes lignes directrices. Les experts nommés le sont sur proposition de leurs gouvernements, mais ils interviennent à titre personnel. En conséquence, ils disposent d'une certaine marge de manœuvre. On peut donc voir des nuances dans les propos libéraux qui sont exprimés, mais globalement tous suivent une vision orthodoxe de l'économie.

Néanmoins, malgré cette orthodoxie sur le plan théorique, leur démarche est innovante. En effet, ils insistent tous sur le fait que leur travail collectif à un niveau international est nécessaire et qu'il est fondamental que les Etats acceptent de dialoguer entre eux. Et cela est une petite "révolution". En effet, jusque-là, sur des sujets aussi sensibles que la monnaie ou la fiscalité douanière, c'est toujours l'intérêt national qui a prévalu. Or, dans le contexte de tensions sociales et de désorganisation de l'après-guerre, les gouvernements sont obligés de discuter entre eux et de s'appuyer sur les avis extérieurs proposés par les experts. On peut donc dire qu'il y a une forte inspiration libérale dans les rangs des membres de l'OEF, mais que c'est un libéralisme quelque peu "organisé", pour ne pas dire régulé. Et, comme vous allez le voir, ce facteur est important car il aura même un impact sur les propositions théoriques faites par les experts de la SDN.

A titre d'exemple, au sortir de la guerre, on sait que les gouvernements affirmaient tous haut et fort que, sur le plan monétaire, l'objectif était de revenir au plus vite au système de l'étalon-or qui ne pouvait être contesté. Or, si l'on regarde les publications des experts qui ont travaillé pour la SDN, on se rend compte que beaucoup n'étaient déjà plus de cet avis. Parmi les plus connus, je citerai par exemple le britannique Arthur Pigou qui, dès 1920, propose de mettre en place un système reprenant l'idée des taux de changes fixes basés sur l'or, mais dans lequel les parités seraient ajustables en fonction de la situation économique et financières. En clair, il propose une idée qui sera reprise en 1944 à Bretton Woods et qui est à l'origine du FMI. Dans la même veine et à la même période, le Suédois Gustave Cassel, dont je vous ai parlé auparavant, avance l'idée d'abandonner l'étalon-or pour un système où les parités seraient fixées en fonction de la parité de pouvoir d'achat entre pays et dans lequel les banques centrales devraient communiquer, voire collaborer, pour maintenir la stabilité générale. Ces exemples illustrent bien que, quelles que soient leurs orientations intellectuelles originelles, les experts travaillant pour la SDN sont influencés par le cadre international de collaboration dans lequel ils travaillent. En cela, la logique est la même que celle qui a poussé certains des membres des organes interalliés de Londres comme Monnet et Salter à se battre pour maintenir une collaboration après-guerre.

Ceci étant dit, il est très clair qu'outre cet aspect coordinateur, les propositions théoriques faites par les différentes comités et sous-comités de la SDN durant les années 1920 sont globalement axées autour d'une volonté de rétablir un équilibre général dans lequel

les Etats ont un rôle interventionniste limité. Ainsi, en 1920, la plupart des experts recommandent une diminution rapide, voire un abandon, de la participation des Etats à toutes les mesures de soutien aux économies: contrôle des prix, mesure de soutien aux chômeurs et marchés contrôlés par les Etats sont montrés du doigt comme étant des causes évidentes de l'inflation. L'idée générale qui émerge est donc, paradoxalement, qu'il faut organiser l'économie sur un plan international pour qu'elle puisse fonctionner plus librement au niveau national. Cela seul permettra à la croissance de redémarrer, aux marchés de fonctionner et donc à l'emploi d'être assuré.

D'ailleurs, la seconde grande conférence organisée par la SDN, la Conférence économique de Genève de 1927, va symboliser le triomphe du consensus libéral de l'institution. La Conférence se tient entre le 4 et le 23 mai 1927. Réunissant quatre cents participants qui représentent cinquante pays¹, la Conférence est considérée comme un événement majeur de la période par les contemporains. Au sein de la SDN, elle est perçue comme le pendant économique de la Conférence financière de Bruxelles de 1920. Structurée autour de trois grands sujets -le commerce, l'industrie et l'agriculture- la Conférence met en évidence les problèmes induits par les barrières commerciales et ne prend en compte quasiment que ces questions, négligeant les autres. Les résolutions visent toutes à inciter à une réduction des protections tarifaires et au désarmement douanier. Elle se termine sur un large consensus qui met en valeur le travail de l'OEF et dans lequel les Etats s'entendent pour travailler collectivement à une plus grande libéralisation du commerce. Vous voyez donc qu'associées à la lutte contre l'inflation et aux vifs encouragements faits aux Etats pour réduire leurs budgets nationaux, ces mesures viennent compléter un cadre théorique libellé SDN qui est des plus classiques. On est encore bien loin d'une vision centrée sur la demande, sur des politiques budgétaires incitatives et des interventions correctrices.

Le "tournant" de 1929

Cependant, deux ans plus tard, la crise de 1929 éclate et elle va progressivement sonner le glas de la coopération internationale. Les Etats vont tous se refermer sur eux-mêmes, ils vont ériger à nouveau des barrières douanières, quitter les uns après les autres l'étalon-or et vont se concentrer sur des mesures essentiellement en faveur de leur économie

¹ Quarante-six appartiennent à la SDN et les quatre autres sont: la Ville libre de Dantzig, la Turquie, l'URSS et les Etats-Unis.

domestique. Dans ce contexte, l'OEF va être progressivement dépossédée des prérogatives qu'elle avait acquises au fur à mesure des années 1920 et ses experts vont être forcés de revoir leur vision économique². Face aux évidences empiriques, ils ne pourront plus défendre une orthodoxie ferme.

A titre d'exemple, fin 1930, un des élèves de Gustave Cassel, le futur prix Nobel suédois Bertil Ohlin, publie pour l'Organisation une étude générale sur la dépression. Sans totalement remettre en doute l'aspect monétaire et financier de la crise, Ohlin prend tout de même en compte d'autres facteurs comme l'impact de la baisse de la demande dans le commerce des marchandises. Il s'éloigne donc un peu d'une simple lecture systémique de la crise. Symboliquement, un premier pas est donc franchi vers une remise en question de l'orthodoxie libérale au sein de la SDN.

Généralement, on considère que le réel tournant se fait après la Conférence de Londres de 1933. Jusque-là, l'idée globale mise en avant par l'OEF était que l'économie devait s'organiser autour d'un système multilatéral dans lequel la division internationale du travail était facilitée par un système monétaire avec un seul étalon. Au moment où la Conférence se réunit, la réalité se traduit par un chômage massif généralisé, des réserves monétaires mixtes (or et dollar) dans la plupart des banques centrales, les Etats-Unis qui viennent de procéder à une dévaluation du dollar et des désaccords autour des politiques monétaires à suivre entre les grands pays. En conséquence, la Conférence sera un échec. Aucun consensus ne se dessine et l'OEF se voit désavouée pour la première fois depuis sa création.

Les experts sont alors réellement obligés d'accepter l'idée que le système est complexe et que l'étalon-or n'est pas nécessairement idéal dans la réalité. En outre, ils prennent conscience que l'équilibre du système n'est pas automatique, que la main invisible

² Sur cette question et, plus généralement, sur les études théoriques de l'OEF: DE MARCHI, N., "League of Nations Economists and the Ideal of Peaceful Change in the Decades of the "Thirties"" in GOODWIN, C. D. W. (ed.), *Economics and the National Security: A History of Their Interaction*, Duke University Press, Durham, 1991, pp. 143-178; ENDRES, A. M. and FLEMING, G. A., "International economic policy in the interwar years: The special contribution of ILO economists" in *International Labour Review*, Vol. 135, No. 2., 1996, pp. 207-225; ENDRES, A. M. and FLEMING, G. A., "Trade policy research in the 1930s and 1940s: Geneva doctrine and the Scandinavian connection" in *The Journal of European Economic History*, Vol. 30, No. 3, Winter 2001, pp. 645-67; ENDRES, A. M. and FLEMING, G. A., "The early development of monetary policy rules: The view from Geneva in the 1920s" in *The Journal of monetary economics*, Vol. 42, 1998, pp. 375-386; ENDRES, A. M. and FLEMING G. A., *International Organizations and the analysis of economic policy, 1919-1950*, Cambridge U.K., Cambridge University Press, 2002.

ne fonctionne pas nécessairement et qu'une gestion concertée est nécessaire. Il ne suffit donc pas de lutter contre les barrières qui empêchent la libre circulation des facteurs de production pour que l'économie mondiale fonctionne correctement. Sans parler clairement de régulation, on voit maintenant apparaître la notion d'"ordre économique", impliquant des normes, des règles et des prises de décisions à un niveau multilatéral.

Au niveau institutionnel, ce changement de paradigme va se traduire, entre autres, par la mise en place de tout un programme de recherche sur les *business cycles* soutenu par la Fondation Rockefeller. Des économistes comme l'Autrichien Gottfried Haberler, le Néerlandais Jan Tinbergen ou encore le Britannique James Meade obtiennent des subventions pour leurs études sur la question et commencent à proposer des modèles dans lesquels la coopération internationale devient souhaitée. Sans remettre en doute la nécessité du libre-échange, ils insistent progressivement sur la notion de coordination et d'organisation, et modifient quelque peu leurs visions théoriques. A titre d'exemple, Haberler publie en 1937 une étude sur la dépression dans laquelle il passe en revue toutes les théories explicatives et dans laquelle il tient compte de Keynes, jusqu'alors grand absent au sein des études de la SDN.

Sur le plan de la pratique quotidienne, la crise de 1929 va également modifier petit à petit le travail de l'OEF. Comme je vous l'ai dit précédemment, dans les années 1920, les deux comités sont impliqués régulièrement dans des missions sur le terrain, comme en Autriche ou en Hongrie. Dans les années 1930, leurs activités vont de plus en plus s'orienter vers des études théoriques. Au début de la décennie, les experts de la SDN sont encore mandatés par des gouvernements, essentiellement en Europe centrale, qui souhaitent une expertise de leurs finances publiques ou qui cherchent à mettre en place des emprunts. Mais ensuite, l'OEF doit se focaliser progressivement vers la recherche plus ou moins appliquée. Il faut noter que cela ne sous-entend pas la fin de son activité. Bien au contraire, l'Organisation continue de travailler pendant la période. Durant la guerre, elle sera même partiellement transférée à Princeton pour poursuivre ses recherches.

Conclusion

Pour revenir aux questions d'adaptation organisationnelle que j'ai soulevées en début d'exposé, je dirais que l'OEF est un exemple qui illustre bien comment les institutions

internationales ne peuvent se contenter d'exister pour elles-mêmes mais qu'elles sont toujours sous l'influence tant des événements historiques, que des évolutions intellectuelles. A l'origine, l'OEF est mise en place pour faire face à la crise financière et sociale qui secoue l'Europe au sortir de la guerre. Les experts qui l'animent sont tous conscients qu'il est nécessaire de collaborer à un niveau international pour assurer un redémarrage général du système, seul garant d'une paix durable. Tant que la situation économique et financière s'améliore, les gouvernements acceptent de tenir compte de leurs avis, mais lorsque survient la crise de 1929, ces derniers abandonnent les conseils de l'Organisation pour se recentrer sur eux-mêmes. La crise de 1929 et les réactions nationalistes et protectionnistes qu'elle engendre vont radicalement remettre en question les avancées en matière de coopération multilatérale faite par l'OEF durant les années 1920 – symbolisées par exemple par l'obtention d'un consensus assez large en faveur du libre-échange lors de la Conférence de Genève de 1927. L'enchaînement de crises qui suivra mènera le monde à la guerre et il faudra attendre les accords de Bretton Woods pour que la vision de collaboration mise en avant par les experts de la SDN dès les années 1920 soit effectivement entérinée. On notera d'ailleurs que, sans grande surprise, nombre des membres de l'OEF vont directement participer à la mise en place des institutions internationales de l'après-guerre, que ce soit le FMI, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ou même la Communauté Européenne. Je pense bien sûr à Jean Monnet, mais également, parmi les plus connus, à Per Jacobson dont je vous ai déjà parlé, à Jacques Polak qui travaillera à la fin de la guerre comme conseiller économique du directeur de l'Administration des Nations Unies pour les secours et la reconstruction (UNRRA), avant de rentrer au FMI où il occupera plusieurs positions à hautes responsabilités.

Sur le plan théorique, en schématisant à l'extrême, on pourrait dire que durant les années 1920, les experts de la SDN ont essayé de promouvoir une vision libérale de l'économie et que la crise de 1929 va les forcer à revoir leurs positions pour intégrer une perspective plus keynésienne. Un tel raccourci, aussi séduisant soit-il, serait toutefois quelque peu réducteur. D'abord parce que, durant les années 1920, certains experts font déjà preuve d'une vision qui dévie de l'orthodoxie libérale. Ensuite car, durant les années 1930, on assiste plus à une ouverture aux idées keynésiennes qu'à un réel basculement idéologique. A partir du déclenchement de la crise, le repli sur soi devient une règle en matière internationale et la

Conférence de Londres de 1933 se solde assez clairement par un échec en matière de coopération. En conséquence, l'OEF et ses experts sont forcés de se remettre en question sur le plan opérationnel et intellectuel. Plus qu'à un virage radical, c'est donc à une réorientation progressive forcée que l'on a assisté. Et, comme vous le verrez lors de la conférence de Patricia Clavin, celle-ci continuera et se renforcera durant la guerre.

En termes de rapports avec l'OIT, sujet que je n'ai pas abordé jusqu'ici, il est évident que la réorientation progressive de l'OEF a rapproché les deux institutions sur le plan théorique et pratique. Dans l'exposé qui suivra, vous verrez que des efforts de collaboration avaient déjà été faits durant les années 1920, sur les questions de chômage par exemple. Néanmoins, les relations entre les deux institutions n'étaient pas évidentes. L'OEF avait tendance à négliger le rôle de l'OIT et sa vision plus sociale dans les questions économiques et financières, et l'OIT devait lutter pour se faire entendre. Avec la crise, la massification du chômage et la réorientation progressive vers le keynésianisme, l'OEF va être obligée de plus prendre en compte l'OIT, par le biais, par exemple, de la mise en place d'une délégation mixte sur les crises économiques. Mais je laisserai ma collègue Ingrid Liebeskind-Sauthier vous expliquer cela plus en détails.

Pour terminer, j'aimerais insister sur l'importance des acteurs individuels dans toute l'évolution que je vous ai décrite ici. En effet, ces derniers ont joué un rôle fondamental dans la mise en place de l'institution, en poussant les Etats à accepter de créer de toutes pièces une organisation économique et financière qu'ils estimaient être nécessaire pour la gestion de l'économie. Ils ont également eu un rôle important dans l'adaptation de l'OEF face aux chocs exogènes qu'elle a subis (crise de 1929, crise de légitimité de la SDN sur le plan politique). Enfin, ils ont joué un rôle de passeurs de témoin et de formateurs pour les fonctionnaires qui ont animé les différentes institutions économiques fondées après 1945.

Bibliographie sélective:

CLAVIN, Patricia and WESSELS, Jens-Wilhelm, "Another Gold Idol? The League of Nations' Gold Delegation and the Great Depression, 1929-1932" in *The International History Review*, Vol. 26, No. 4, December 2004, pp. 765-795.

CLAVIN, Patricia and WESSELS, Jens-Wilhelm, "Transnationalism and the League of Nations: Understanding the Work of its Economic and Financial Organisation" in *Contemporary European History*, Vol. 14, No. 4, December 2005, pp. 465-492.

CLAVIN, Patricia, "Defining Transnationalism: Transnational Elites in European History, 1920-1970" in *Contemporary European History*, Vol. 14, No. 4, December 2005, pp. 421-439.

CLAVIN, Patricia, "Money Talks: Competition and Co-operation with the League of Nations, 1929-1940" in FLANDREAU, Marc (ed.), *The Money Doctors: The Experience of International Financial Advising, 1850-2000*, London and New York, Routledge, 2003, pp. 219-248.

DE MARCHI, N., "League of Nations Economists and the Ideal of Peaceful Change in the Decades of the 'Thirties'" in GOODWIN, C. D. W. (ed.), *Economics and the National Security: A History of Their Interaction*, Duke University Press, Durham, 1991, pp. 143-178.

DECORZANT, Yann, "Répondre à la demande sociale et à la demande du marché : les prémisses de la régulation économique dans les années vingt", in AGLAN, Alya, FEIERTAG, Olivier et KEVONIAN, Dzovinar (éds.), *Actes des "Journées d'étude des 19 et 20 janvier 2007 à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne: Albert Thomas, société mondiale et internationalisme: réseaux et institutions internationales des années 1890 aux années 1930"*, Paris, Les Cahiers Irice, n°2, 2008, pp. 106-126.

DECORZANT, Yann, *La Société des Nations et la naissance d'une conception de la régulation économique internationale*, Thèse de doctorat, Université de Genève, 2008.

DUBIN, Martin, David, "Transgovernmental Processes in the League of Nations" in *International Organization*, Vol. 37, No 3, Summer 1983, pp. 469-493.

ENDRES, A. M. and FLEMING, G. A., "International economic policy in the interwar years: The special contribution of ILO economists" in *International Labour Review*, Vol. 135, No. 2., 1996, pp. 207-225.

ENDRES, A. M. and FLEMING, G. A., "The early development of monetary policy rules: The view from Geneva in the 1920s" in *The Journal of monetary economics*, Vol. 42, 1998, pp. 375-386.

ENDRES, A. M. and FLEMING, G. A., "Trade policy research in the 1930s and 1940s: Geneva doctrine and the Scandinavian connection" in *The Journal of European Economic History*, Vol. 30, No. 3, Winter 2001, pp. 645-67.

ENDRES, A. M. and FLEMING, G. A., *International Organizations and the analysis of economic policy, 1919-1950*, Cambridge U.K., Cambridge University Press, 2002.

FIOR, Michel, *Institution globale et marchés financiers: la Société des Nations face à la reconstruction de l'Europe, 1918-1931*, Bern, Peter Lang, 2008.

GERBET, P., MOUTON, M.-R., GHEBALI, V.-Y., *Le rêve d'un ordre mondial, de la SDN à L'ONU*, Paris, Imprimerie Nationale, 1996.

MOUTON, Marie-Renée, *La Société des Nations et les intérêts de la France (1920-1924)*, Bern-Berlin-Frankfurt-New York-Paris-Wien, Peter Lang, 1995.

ORDE, Anne, *British policy and European construction after the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

PAULY, Louis W., "The League of Nations and the Foreshadowing of the International Monetary Fund" in *Essay in International Finance*, IFS, Dpt. of Economics, Princeton University, New Jersey, N°201, 1996.

PAULY, Louis, "International Financial Institutions and National Economic Governance: Aspects of the New Adjustment Agenda in Historical Perspective" in FLANDREAU, Marc, HOLTFRERICH, Carl-Ludwig and JAMES, Harold (eds.), *International Financial History in the Twentieth Century: System and Anarchy*, Washington D. C., Publications of the German Historical Institute, Cambridge University Press, 2003, pp. 239-265.

PIETRI, Nicole, "Jean Monnet et les organismes interalliés durant la Première Guerre Mondiale" in BOSSUAT, Gérard et WILKENS, Andreas (dir.), *Jean Monnet, l'Europe et les chemins de la paix*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, pp. 23-30.

SALTER, Arthur, *Memoirs of a Public Servant*, London, Faber and Faber, 1961.

TRACHTENBERG, Marc, "'A New Economic Order': Etienne Clementel and French Economic Diplomacy during the First World War" in *French Historical Studies*, Vol. 10, No. 2., Autumn 1977, pp. 315-341.

VAN WOERDEN, F. A., *La Société des Nations et le rapprochement économique international*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1932.